

### LA SOUVERAINETÉ DU CANADA

#### L'USAGE POSSIBLE DE BRISE-GLACE AMÉRICAINS DANS LES EAUX ADJACENTES AU TERRITOIRE CANADIEN

[Français]

**M. Gérard Laprise (Abitibi):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné qu'on nous rapporte que le gouvernement américain a augmenté son budget de 40 p. 100, au chapitre de la construction de brise-glace, et que l'amiral Trimble parle des «eaux adjacentes au territoire canadien» plutôt que des «eaux canadiennes», j'aimerais demander au très honorable premier ministre s'il a l'intention de saisir le gouvernement américain de ce problème et de faire respecter notre souveraineté sur les eaux canadiennes de l'Arctique?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur le président, je ne pense pas avoir beaucoup d'influence sur la décision du gouvernement américain de consacrer une certaine somme d'argent à la construction de brise-glace. Quant à moi, je ne suis pas déçu, mais fort heureux de ce que l'amiral Trimble parle des «eaux en général» plutôt que des nôtres. Il est clair que les eaux canadiennes sont nôtres, mais si les Américains veulent briser les glaces en haute mer, ils sont évidemment libres de le faire.

**M. Laprise:** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Je voudrais faire remarquer au très honorable premier ministre que l'amiral Trimble n'a parlé ni des «eaux en général», ni des «eaux canadiennes», mais bien des «eaux adjacentes» au territoire canadien, dans l'Arctique.

#### LA SOUVERAINETÉ SUR L'ARCTIQUE CANADIEN

[Traduction]

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** J'ai une question supplémentaire à poser au président du Conseil privé. Le gouvernement va-t-il présenter à la Chambre en priorité le projet de loi qu'il nous a promis pour la présente session et qui est censé réaffirmer notre entière souveraineté sur l'Arctique canadien? Je pose la question pour les mêmes raisons qui ont poussé le député d'Abitibi...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député a le droit de poser une question, mais non de dire pourquoi il la pose.

[L'hon. M. Lang.]

**L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé):** Nous présenterons ce projet de loi en temps utile, comme nous l'avons indiqué à la Chambre.

**M. Nesbitt:** Peut-être le président du Conseil privé n'a-t-il pas compris la question. Vaut-il donner la priorité à ce projet de loi à cause de ce qui se passe au Congrès? Les Américains ne font pas construire ces brise-glace pour sillonner la mer des Antilles.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. M. Macdonald:** Peut-être le député n'a-t-il pas compris la réponse. Quelqu'un pourrait peut-être la lui dire demain.

### L'INDUSTRIE

#### LE STOCKAGE DE L'URANIUM

**M. Maurice Foster (Algoma):** Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné les ventes massives d'uranium canadien au Japon, le ministre nous dirait-il si l'on cessera de stocker de l'uranium au Canada?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Toute déclaration au sujet du programme de stockage sera faite à la Chambre en temps voulu.

### LA SITUATION ÉCONOMIQUE

#### LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS ET LES MARGES DE BÉNÉFICES

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings):** Je voudrais poser une question au premier ministre. La Commission des prix et des revenus demande-t-elle à ceux qui vendent des produits au Canada d'absorber une partie de l'augmentation de leur prix de revient ou leur demande-t-elle simplement de ne pas augmenter leurs prix au-delà de l'augmentation de leurs prix de revient?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** A ce stade, le gouvernement ne demande rien à ces sociétés pour Information Canada...

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Vous y songez.

**Le très hon. M. Trudeau:** En effet.

**Des voix:** Oh, oh!

**Le très hon. M. Trudeau:** La Commission des prix et des revenus est en conférence en